

l'industrie automobile canadienne et de la part très substantielle du marché des véhicules automobiles que détiennent les fournisseurs japonais. En effet, cette question, ainsi que les possibilités d'importation des produits forestiers canadiens au Japon ont constitué les questions les plus importantes dont nous avons discuté.

Ces questions constituent d'ailleurs les meilleurs exemples du genre de difficultés qu'affrontent les partenaires commerciaux du Japon, y compris le Canada. J'ai tenté de sensibiliser mes amis japonais à notre problème intérieur, y compris aux fortes pressions en vue de restreindre l'importation d'automobiles japonaises. Bien que cela aille à l'encontre de notre désir de maintenir un régime mondial d'échange qui soit le plus libre possible, nous devons faire face aux réalités économiques et politiques de la situation actuelle.

Par conséquent, j'ai fait des propositions au gouvernement et à l'industrie dans ces domaines. À court terme, un prolongement du système de prévisions volontaires en ce qui concerne les automobiles et les véhicules commerciaux, et à long terme, l'engagement d'entreprendre des négociations en vue d'un accord sur le contenu canadien pour l'avenir. Dans ces trois domaines, mes propositions ont été rejetées.

Point n'est besoin de dire que nous avons été déçus de ne pouvoir en arriver à un accord mutuellement satisfaisant à ce sujet. Nous avons consacré beaucoup de temps à trouver une formule qui atténuerait quelque peu la pression qui s'exerce sur notre industrie nationale tout en n'ayant pas de répercussion sérieuse sur l'industrie japonaise.

Je regrette que nous n'ayons pas réussi à convaincre nos amis japonais que les Canadiens ne peuvent plus se contenter d'une maigre exportation de pièces d'automobiles se chiffant à \$8 millions en direction du Japon alors que ce dernier pays exporte au Canada des véhicules et des pièces d'automobiles valant \$1,5 milliard.

Un changement aussi spectaculaire sur une période aussi courte ne saurait se poursuivre, surtout si l'on tient compte du fait que la majorité de nos principaux partenaires commerciaux restreignent très sévèrement les importations d'automobiles étrangères. Il va sans dire que les Canadiens sont d'autant plus frustrés lorsqu'ils lisent que parmi toutes les grandes usines japonaises de fabrication d'automobiles et de pièces annoncées jusqu'ici, aucune ne sera établie au Canada.